L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES

NOUVELLE-ORLEANS.

DIMANCHE MATIN, 19 JUILLET.

Compagnie d'Assurance Germania, de la Nouvelle-Orléans.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à la Charte, la Compagnie publie l'état suivant:

[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

(Signé) D. MICHEL, Président.
E. MAIER, Secrétaire.

Assermentés et signés, pardevant moi, ce 11 avril A. D. 1868.

(Signé) PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Le 9 de courant, à une réunion des Directeurs, il a été résolu qu'un dividende de $10 par action est déclaré et sera porté au crédit des billets d'actions non encore payés.

D. MICHEL, Président.
C. T. FORSTER, Vice-Président.
E. MAIER, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

J. H. Helmer, C. T. Forster, F. A. Luling, H. Zuberbier, Thos. Schott, O. H. Karstendiek, Geo. Merz, Louis Schwarz, Chas. Bendiz, G. L. L. Mayer, L. F. Berje, H. Blasse, D. Michel, F. Del Bondio, August Konig, J. A. Blaffer, Chas. Loeffler, X. Weissenbach, Julius Hoerner, A. Marks, F. Frick, J. J. Weckerling, F. M. Ziegler, J. F. Krantz.

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

[illegible] ETAT ANNUEL.

[illegible] à sa Charte, la Compagnie [illegible] suivant de ses affaires:

[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

CHAS. BRIGGS, Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermentés et signés pardevant moi, ce 23 mars 1868.
PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

Il sera payé, le deuxième lundi de mai prochain, aux porteurs légaux, six pour cent d'intérêt sur tout scrip non encore payé.

—Directeurs—

Charles Briggs, A. R. Montgomery, Ant. Carriere, A. Lossert, Geo. A. Fosdick, Frank Williams, E. Brugier, Thomas Byrne, Chas. Lafitte, John Thornhill, John S. Maunsell, W. A. Violett, F. Anderson, Hugh McDonald, Alfred Kearny, Wm. M. Pinckard, A. Frerichs, John B. Wallis, George W. Dunbar, George Foster, F. F. Stockmeyer, Andrew Stewart, Geo. W. Hynson, L. S. Pothier, Archd. Montgomery, John Nixon, Jr., Henry J. Voss, R. Piaggio, E. Marquez, James Guillet, Chas. Weisbaar, Rudolph Sieg, H. P. Given.

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, Nlle-Orléans, 23 janvier 1868.

DOUZIEME ETAT ANNUEL
De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, de la Nlle-Orléans, pour l'Année expirée le 31 décembre 1867.

[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président,
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermentés et signés par devant moi, ce 23 janvier 1868.
PARIS CHILDRESS,
Deuxième Juge-de-Paix de la Paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de payer, à partir du deuxième mardi de février prochain, six pour cent d'intérêt sur les certificats de payement non encore payés. Ils ont, en outre déclaré un dividende—scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende sur lequel il sera émis des certificats à partir du 16 mars prochain.

THOMAS SLOO, Président,
JOHN O. GAINES, Vice-Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

DIRECTEURS:
Jno. G. Gaines, E. J. Hart, Henry Renshaw, Jno. C. Richs, H. T. Lonsdale, J. H. Stauffer, B. Blocco, J. B. Bres, J. G. Barelli, Thos. Sloo, Thos. A. James.

Compagnie d'assurance du Commerce.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à la Charte, cette Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

[illegible]

[illegible] tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

S. B. BUCKNER, président.
O. SWEET, secrétaire.
[illegible] et signé, pardevant moi, ce 21 avril 1868.
PARIS CHILDRESS,
Juge de Paix pour la paroisse d'Orléans.

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

HUITIEME ETAT ANNUEL.

PRIMES de l'année expirée le 31 décembre 1867:
Sur les risques d'incendie... $319,316 16
Sur les risques de mer... 69,499 44
Sur les risques des rivières... 22,790 81
Total des primes... $411,306 41

[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

J. TUYES, Président.
J. W. HINCKS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermentés et signés pardevant moi ce 11 janvier 1868.
PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont déclaré un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de mars. Il a été résolu en outre de payer à partir du deuxième lundi de mars 1868, SIX pour cent sur tous les scrips non encore payés de la compagnie.

—DIRECTEURS—
George Urquhart, Chs. Lafitte, A. Rotherson, J. M. Lapeyre, G. W. Babcock, A. Schriber, T. S. Blanchard, John Gauche, Wm. Stevens, W. T. Williams, J. A. White, J. Tuyes.

Bureau, rue du Canal, No 111.

Etats-Unis d'Amérique.

Etat de la Louisiane.
Paroisse d'Orléans — Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que le dix-huitième jour de mars de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-huit, et dans la quatre-vingt-douzième année de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique, pardevant moi, Gustave Le Gardeur, Jr., notaire public [illegible]

[illegible]

SIGNATURES DE L'ORIGINAL.

[illegible]

A. PITOT, Jr., EDW. PITOT, G. LE GARDEUR, Jr.
Notaires publics.
Pour copie conforme, G. LE GARDEUR, Jr.
Notaire public.

Je soussigné, député du préposé à l'enregistrement [illegible]

A. DUCATEL, Jr.
Député du Préposé à l'enregistrement.
Nlle-Orléans, 18 mars 1868.

A. GUILLEMET vs. F. A. COURONNEAU.
CINQUIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans.—No 20,377.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le LUNDI, dix-sept d'août 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Un certain terrain situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Royale, Bourbon, St-Philippe et des Ursulines.

[illegible]

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.
THOS. L. MAXWELL,
Shérif de la paroisse d'Orléans.
16 juil—16.25—août 2,9.12

CHARLES E. ALTER vs FRANÇOIS CASANAVE.
TROISIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 25,892.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le LUNDI vingt-sept de juillet 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

[illegible]

GEO. W. AVERY,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

JOHN CARRAU vs V. FERNAND ARMANT.
QUATRIEME COUR DE DISTRICT de la Nlle-Orléans—No 21,7[illegible]—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt-cinq de juillet 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

[illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.
GEO. W. AVERY,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.
24 juin—24, 2.11 18.25 juillet

Succession de CHARLOTTE A. WATERMAN, décédée femme d'Edward Nalle—No 29,317—Actions de la Compagnie du Gaz et scrip d'assurance du Crescent—à l'encan.

PAR H. W. PALFREY, Encanteur—Bureau rue Carondelet No 26—Il sera vendu, MARDI, 28 juillet 1868, à midi, au bureau de l'encanteur, No 27 de la rue Carondelet, par ordre de l'honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, en date du 2 juillet 1868—les meubles ci-après décrits et appartenant à la dite succession, savoir:

12 actions de la Compagnie du Gaz de la Nouvelle-Orléans.

$2210 de scrip de la Compagnie d'Assurance du Crescent, de 1866, '67, '68.

Conditions—Comptant, en billets du Trésor des Etats-Unis.

[illegible]

CHARTE. CHARTE.

Etat de la Louisiane, Paroisse d'Orléans ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que ce 31e jour de janvier mil huit cent soixante huit et la quatre-vingt-deuxième année de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, pardevant nous, EDWARD IVY, notaire public, [illegible]

ARTICLE I.
La nom de corporation de cette société sera la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.

[illegible]

ARTICLE III.
Le but de cette Société est de construire et de maintenir en ville des chemins de fer convenables pour le transport des passagers [illegible]

ARTICLE IV. ... ARTICLE XXIII.

[illegible]

Ainsi fait et passé, à mon bureau, dans la susdite ville de la Nouvelle-Orléans, en présence de F. McC. Swain et G. A. D. Kemper, témoins compétents, qui ont signé le dit acte avec les dites parties et comparants et moi, le dit notaire, le jour, le mois et l'année ici indiqués en premier lieu.

L'original est signé:
G. A. Kemper, Edward Ivy,
F. McC. Swain. Notaire public.

Je certifie que ce qui précède est une copie exacte de l'original inscrit dans mon registre.
En foi de quoi j'accorde les présentes, sous ma signature et le sceau de mon bureau, à la Nlle-Orléans, ce 31 janvier 1868.

EDWARD IVY,
Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement des hypothèques pour cette paroisse et ville de la Nlle-Orléans, Lse, certifie que la susdite Charte a été inscrite aujourd'hui, à mon bureau, dans le livre de sociétés No 7, folios 47, 48, 49, 50, 51 et 52.

A. DUCATEL Jr,
Député du Préposé à l'enregistrement des hypothèques.
Nlle-Orléans, 31 janvier 1868.

Vente par le shérif de la paroisse d'Orléans à l'effet d'opérer un partage.

H. H. BRYAN, Jugr., Admr., vs. H. B. PEGRAM et alias.

(ACTION EN PARTAGE)

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 32,254—En vertu d'un jugement rendu le 30 de juin 1868 et signé le 6 de juillet de la même année, à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI huit d'août 1868 à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à l'effet d'opérer un partage, à la vente publique et adjudication des propriétés dont description suit—

[illegible]

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.
THOS. L. MAXWELL,
Shérif.

HILAIRE ZENON vs CHAS. BEAUMONT aliàs Chas. De Brosse.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans.—No 21,555—En vertu d'un writ de fieri facias adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, Geo. W. Avery, ci-devant shérif, et par lui à moi transféré je procéderai le SAMEDI, quinze d'août 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

DEUX CERTAINS TERRAINS, situés dans le Troisième District de cette ville [illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.
THOS. L. MAXWELL,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.
25 juillet—15,25,28—août 8,15

Citation.

AUX HÉRITIERS DE FEU ALEXANDRE LESSEPS.

ETAT DE LA LOUISIANE. — PAROISSE DE PLAQUEMINES—COUR DU SECOND DISTRICT JUDICIAIRE—
Le Juri de Police de la paroisse de Plaquemines vs les héritiers de feu Alexandre Lesseps. | Les héritiers, de feu Alexandre Lesseps.

[illegible]

Par ordre de la Cour,
Témoins: l'Hon. Charles O. Dugué, juge de la dite Cour.
Bureau du Greffier, paroisse de Plaquemines, 4 avril 1868.
ARMAND LARTIGUE,
Greffier.

THEOPHILE GOLLAIN vs. JACOB ZOLLY
QUATRIEME COUR de District de la Nlle-Orléans—No 21,749—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt-cinq de juillet 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Deux certains terrains situés dans le Premier District de cette ville [illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus
Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.
GEO. W. AVERY,
Shérif de la paroisse d'Orléans.
24 juin—24—juillet 2,11,16,25

Postages to Foreign Ports.

☞ The Asterisk (*) indicates that in cases where it is prefixed, unless the letter be registered, prepayment is optional; in all other cases prepayment is required.

[illegible]

Merchants' Mutual Insurance COMPANY OF NEW ORLEANS.

FOURTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following

STATEMENT:

Premiums received during the year ending 31st May, 1868, including unearned premiums of the previous year:
On Fire Risks... $ 518,664 63
On Marine Risks... 280,734 17
On River Risks... 56,543 63

[illegible]

The above Statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

JOHN PEMBERTON, President.
PAUL FOURCHY, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 9th day of June, 1868.
PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 9th day of June, 1868, it was resolved to declare a Scrip Dividend of THIRTY PER CENT. on the Net Earned Participating Premiums for the year ending 30th May, 1868, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also to pay on and after the second Monday in July next THIRTY-FIVE PER CENT. ON THE SCRIP ISSUE OF 1859, and six per cent. interest on all outstanding Scrips of the Company.

DIRECTORS:
John Pemberton, P. Maspero, David McCoard, M. Pels, L. F. Generes, Pierre Fouts, Chas. Henry, John Morgan Hall, S. L. Rott, F. S. Wills, J. J. Fernandez.

Bank Directory.

Bank of America, corner of Canal and Exchange Place—A. M. Hortier, President; J. B. Martinez, Cashier.
Canal Bank, corner of Gravier and Camp—Geo. Jonas, President; C. Jumonville, Cashier.
Crescent City Bank, 30 Camp street—E. H. Summers, President; Charles Fuerio, Jr., Cashier.
Citizens' Bank, corner of Royal and Customhouse—John G. Gaines, President; J. L. Delery, Cashier.
City National Bank, corner Magazine and Natchez Alley—U. T. Buddecke, President; Jules Cassard, Cashier.
Bank of Louisiana, (in liquidation), corner Royal and Conti—Ambrose Lanfear, President; J. P. Irvine, Cashier.
Louisiana State Bank, Camp street—J. A. Blanc, President pro. tem.; L. Bernard, Cashier.
Mechanics' and Traders' Bank, No. 102 Canal street—Walter G. Robinson, President, G. Craig, Cashier.
Bank of New Orleans, corner Canal and Exchange Alley—C. Cavaroc, President; Numa Augustin, Cashier.
Fils, Lapeyre & Bro., No. 17 Camp street.
Southern Bank, No. 11 St. Charles street—Thos. Layton, President; John G. Devereux, Act. Cashier.
Samuel Smith & Co., cor. Camp and Common streets.
United States Treasury, at the Mint Hotel—W. R. Whitaker, Asst. Treasurer; James A. Veazie, Cashier.

Louisiana Mutual Insurance Company.

Fourteenth Annual Statement.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement:

[illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

CHAS. BRIGGS, President.
J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 23d day of March, 1868.
PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

Six per cent interest on all outstanding Scrip will be paid to the legal holders thereof on the second Monday of May next.

CHAS. BRIGGS, President.
ANT. CARRIERE, Vice President.

TRUSTEES:
Charles Briggs, A. R. Montgomery, Ant. Carriere, A. Lossert, Geo. A. Fosdick, Frank Williams, E. Brugier, Thomas Byrne, Chas. Lafitte, John Thornhill, John S. Maunsell, W. A. Violett, F. Anderson, Hugh Macdonald, Alfred Kearny, Wm. M. Pinckard, A. Frerichs, John B. Wallis, Geo. W. Dunbar, George Foster, F. F. Stockmeyer, Andrew Stewart, Geo. W. Hynson, L. S. Pothier, Archd. Montgomery, John Nixon, Jr., Henry J. Voss, R. Piaggio, E. Marquez, James Guillet, Chas. Weisbaar, Rudolph Sieg, H. P. Given.

N. O. Mutual Insurance Company.

EIGHTH ANNUAL STATEMENT.

Premiums during the year ending 31st December, 1867.
On Fire Risks... $319,316 16
On Marine Risks... 69,499 44
On River Risks... 22,790 81
Total Premiums... $411,306 41

[illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President.
J. W. HINCKS, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 11th day of January, 1868.
PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

The Board of Directors have resolved to declare a scrip dividend of thirty per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 31st December 1867, for which certificates will be issued on and after the second day of March, and have further resolved to pay six per cent on the outstanding certificates of scrip, on and after the second Monday of March, 1868.

—DIRECTORS—
George Urquhart, Chas. Lafitte, A. Rotherson, J. M. Lapeyre, G. W. Babcock, A. Schriber, T. S. Blanchard, John Gauche, Wm. Stevens, W. T. Williams, J. A. White, J. Tuyes.
Office—111 Canal street

NINETEENTH ANNUAL STATEMENT —OF THE— Crescent Mutual Insurance Company.

New Orleans, May 27, 1868.

The Trustees, in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company on the 30th day of April, 1868:

[illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOS. A. ADAMS, President.
HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS,
City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 23d day of May, 1868.
PARIS CHILDRESS,
Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Company will pay interest at 6 per cent. in cash on all its Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in June next. The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of THIRTY-THREE AND ONE-THIRD per cent. on the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30, 1868; for which certificates will be issued on and after the first Monday in August next, free of Government tax.

THOMAS A. ADAMS, President.
SAMUEL H. KENNEDY, Vice President.
HENRY V. OGDEN, Secretary.

DIRECTORS:
John Watts, C. T. Buddecke, Samuel B. Newman, P. H. Foley, Wm. Edwards, A. G. Ober, F. Simms, A. Thompson, John Phelps.

Weights of Various Kinds of Produce per Bushel.

[According to custom established in the Cincinnati Market.]

Articles.	Pounds.
Apples (dried)	[illegible]
Bran	[illegible]
Barley	[illegible]
Beans white	[illegible]
Beans castor	[illegible]
Buckwheat	[illegible]
Coal, stone	[illegible]
Corn, shelled	[illegible]
" in Ear	[illegible]
" Meal	[illegible]
Hair, plastering	[illegible]
Lime, unslacked	[illegible]
Malt, barley	[illegible]
Malt, Rye	[illegible]
Oats	[illegible]
Onions	[illegible]
Peaches (dried)	[illegible]
Potatoes, Irish	[illegible]
" sweet	[illegible]
Peas	[illegible]
Rye	[illegible]
Seed Blue Grass	[illegible]
Seed, Clover	[illegible]
" Flax	[illegible]
" Hemp	[illegible]
" Timothy	[illegible]
" Hungarian Grass	[illegible]
Salt, Coarse	[illegible]
" Fine	[illegible]
Sand	[illegible]
Turnips	[illegible]

N. O., O. & G. W. RAILROAD.

Office New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company.

NEW ORLEANS, June 6, 1868.

The New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company, desiring that a connection shall be formed between their present terminus at Berwick's Bay and the Houston and New Orleans Railroad, which terminates at the Sabine River, and which when completed, (the distance being 163 miles,) will connect New Orleans with almost the entire railroad system of Texas. The President and directors of said company, therefore, propose to such party or parties as may undertake to fill up such gap, the following terms and conditions, to wit:

1. Will lease the right of way and the franchises now possessed by said company from their present terminus at Berwick's Bay to the town of Vermilionville, the grading of which is almost entirely completed for these 63 miles, and will, at the same time, lease the right under their charter, to build the branch railroad from Vermilionville to the Sabine River, at or near Orange, the same having been already located by resolution of the Board of Directors. The distance between these points is 100 miles. The company reserving to itself the right of way and transportation on payment of proportionate freights and passage money from the present terminus of the road to any extension towards Opelousas of its road beyond Vermilionville.

2. The said lease to continue for a term of years to be agreed upon between the company and the lessees. At the end of the lease, the property to be valued by disinterested parties, the railroad company to select three, and the lessees three, the two, if need be, to call in an umpire whose decision will be final. The railroad company reserving the right to purchase said property at such valuation, but if not then promptly paid for by said company, the lease to be extended for a further term of years, and so on, until finally purchased and paid for by said New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company. The grading already made between Berwick's Bay and Vermilionville, to be valued by competent engineers at the time of entering into a contract, but not to be paid for by lessees until the end of the lease, herein provided for.

3. The parties leasing to obligate themselves to connect with no other railroad which might hereafter be built, terminating at or near the city of New Orleans, and further obligating themselves to do no act which will infringe the rights under the present charter of said company, and also to hold said company harmless against any loss which might result from acts committed on that portion of road now proposed to be leased.

4. Should the lessees succeed in obtaining a land grant on the line of railroad beyond Berwick's Bay, it will be and remain the property of said lessees, this company claiming none of its benefits, and incurring no portion of the responsibility attending it.

5. Transportation to be furnished said lessees over the company's road, as follows, viz:

The President, Directors and officers of the road, including engineers, superintendents, road masters, and bridge builders free of charge. Transportation of laborers going out to be charged one-third the regular fare. Provisions and supplies to be charged one-half of regular rates. Material, other than iron and cross-ties, to be charged one half of regular rates. Iron to be charged one dollar per ton, and cross ties (if any) fifteen cents each. Lessees to load and unload the cars.

6. The road thus to be built shall be a first-class railroad in every respect. The gauge to be the same as the company's road—say 5 feet 6 inches. The iron used not to be less than 58 pounds per yard.

7. The said lessees to obligate themselves to commence said road within four months, and have it finished and in running order to the Sabine river, connecting with the Houston road at or near Orange, within three years from date of signing the lease.

8. In order to insure the faithful performance of the contract the lessees will be required to execute a bond to an amount, and with good and satisfactory security to the satisfaction of the Board of Directors.

9. The Company reserves the right to reject any and all bids.

Another proposition, and for which proposals are also invited, is to lease the road, including depots, stations, rolling stock, etc., from Algiers, opposite New Orleans, to Brashear City, including the franchises of the company beyond to Texas, under the following conditions:

10. That the party or parties proposing to lease shall state the least number of years he or they will lease the road, on the following conditions:

1. The accrued interest to October 1, 1868, on the mortgage bonds, (said bonds maturing in 1889,) to be provided for by the lessee.

2. The semi-annual interest on same bonds, accruing yearly after date, and payable on the first days of April and of October of each year, say $160,000 per annum, to be also provided for by said lessee.

3. The road to be built over the route from Berwick's Bay to New Iberia, thence to a point at or near Vermilionville, thence in a westerly direction to a point on the Sabine River, connecting with the Houston and Beaumont Road.

5. The building of the road to be commenced within four months after signing the contract of lease, to be prosecuted with all dispatch, and to be fully and finally constructed within three years from the signing of the lease.

6. The grading, culverts, etc, now made beyond Berwick's Bay, to be taken by the lessee at a valuation to be ascertained by experts, one to be appointed by each party, in case of disagreement, they to select an umpire, and to be paid for on such terms as shall be hereafter agreed on.

The road to be built, equipped and maintained during the entire lease as a first class road in every respect.

8. At the close of said lease, the said road, depots, stations, rolling stock, etc., from Berwick's Bay to the Texas line, shall be valued by experts, one to be appointed by each of the parties hereto, and in the event of disagreement, the two to select an umpire, whose decision shall be final. The value thereof thus ascertained shall be subscribed as stock in the present company, it being well understood that all costs of maintenance, as well as expenses of operating the road, shall be at the exclusive charge of the lessees.

9. The contract with Charles Morgan for running a line of steamers to Texas, extending to 1871, to be carried out by the lessee in every respect.

10. The present road to Berwick's Bay, including depots, machine shops, rolling stock, bridges, etc, to be turned over to the lessee after inventory and appraisement, and the said property, or property of like character and value, and like condition and good order to be returned to the company at the expiration of said lease.

11. The lessee, to ensure the faithful performance of this contract, to furnish security to the satisfaction of Board of Directors.

12. The said lessees shall contribute and pay each year the sum of $5000, payable quarterly, to keep up and maintain the organization of the railroad company during the existence of this lease.

13. The said lessees obligate themselves to do no act which may operate a forfeiture of the charter, and shall hold the said N. O. O. and G. W. R. R. Co. harmless against any and all acts of theirs.

Sealed proposals will be received at the office of the company in New Orleans, No. 69 Canal street, until the first day of September next, at 12 o'clock m., the company reserving the right of rejecting any or all bids.

For particular information apply to
C. P. LEVERICH,
President Bank of New York.
JOSEPH C. BUTLER,
President Lafayette Bank, Cincinnati, Ohio.
CHAS. PARSONS,
Cashier State Savings Asso'n, St. Louis, Mo.
GEO. STURGIS,
President Northwestern National Bank, Chicago, Ill., or to the undersigned,
A. B. SEGER, President.

Commercial Insurance Company.

SECOND ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement:

Amount of Premiums for the year ending March 31, 1868.
Fire Premiums... $ 57,[illegible]
River Premiums... 79,[illegible]
Marine Premiums... [illegible] — $161,[illegible]

Losses Paid:
Fire Losses... $ 15,000 [illegible]
River Losses... 84,244 [illegible]
Marine Losses... 24,373 [illegible]

[illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

S. B. BUCKNER, President.
GEO. O. SWEET, Secretary.

Sworn to and subscribed before me, this 21st day of April, 1868.
PARIS CHILDRESS,
Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

LEEDS'S FOUNDRY,

(ESTABLISHED IN 1825.)

Corner of Delord and Fouchor Streets.

WE beg leave to inform our friends and the public generally that we are prepared, as formerly, to manufacture Steam Engines, Boilers, Sugar Mills, Sugar Kettles, Draining Machines, Saw Mills, Cotton Presses, Screws, Gin Gearing, Furnace Mouths, Grate Bars, all kinds of Plantation and Steamboat Work, and every description of Machinery for the South.

LEEDS & CO.

SIXTEENTH ANNUAL STATEMENT.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement for the year ending December 31, 1867:

[illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

ALFRED MOULTON, President.
A. W. HESTER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA.
PARISH OF ORLEANS, CITY OF NEW ORLEANS.
Sworn to, and subscribed before me, this 14th day of January, 1868.

PARIS CHILDRESS,
Second Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent in Cash, on all outstanding Certificates of Scrip, to the legal holders thereof, on and after the Second TUESDAY in February next.

ALFRED MOULTON, President.
WM. M. PERKINS, Vice President.
A. W. HESTER, Secretary.

TRUSTEES:
B. K. Converse, B. F. Ethell, Robert Hare, Jos. H. Isenhood, Jos. Hey, J. H. Ledwidge, Alfred Moulton, A. H. May, J. M. Allen, Jno. T. Moore, Jno. C. Rogers, W. M. Perkins.

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO., New Orleans, 23d Jan., 1868.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT OF THE AFFAIRS OF THE SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, for the year ending December 31st, 1867.

[illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS SLOO, President.
THOS. ANDERSON, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 23d day of January, 1868.
PARISH CHILDRESS,
Second Justice of the Peace,
Parish of Orleans.

The Board of Directors have resolved to pay six per cent. interest on the outstanding certificates of profits, on and after the second Monday of February next. And they have further declared a Scrip dividend of Thirty Five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending December 31st, 1867, for which certificates will be issued on and after the 16th day March next.

THOMAS SLOO, President.
JOHN O. GAINES, Vice President.
THOS. ANDERSON, Secretary.

DIRECTORS:
Jno. G. Gaines, E. J. Hart, Henry Renshaw, Jno. C. Richs, H. T. Lonsdale, J. H. Stauffer, B. Blocco, J. B. Bres, J. G. Barelli, Thos. Sloo, Thos. A. James.

GENERAL TRANS-ATLANTIC COMPANY

REGULAR LINE FROM NEW ORLEANS TO ST. NAZAIRE, Corresponding with all the Antilles and Pacific Ocean Ports.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 1st fore and aft deck or 2d aft deck, $220 in gold.
Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 2d fore deck, $125 in gold.
Fare from New Orleans to St. Nazaire, steerage, $100 in gold.
Children under three years old, free.
Children over three years and under eight, pay quarter price.
Children over eight and under twelve, pay half price.
Children over twelve years, pay full fare.
To every two children paying half price and to four children paying quarter price, there will be granted one bed.

In case there should be several children under three years in one family, only one will be allowed the privilege of free passage, the others will pay quarter price.
Servants attached to the passengers will pay the same as steerage passage.

Through tickets for the round trip are given with a discount of 25 per cent., provided the traveler makes his return trip on one of the Company's vessels, within six months after the sailing of the vessel in which he took passage from this port. These tickets are not transferable.

Fourth class passengers will furnish their meals.
One stateroom with two beds taken up for the special use of one passenger will be paid at the rate of one and one-half passage.
All passage by this line is payable in gold.
From and after the 15th of February the French steamship OUYANE will leave regularly every month for Havana, in order to connect with the large steamers of the General Trans-Atlantic Company, plying between St. Nazaire and Vera Cruz.
For passage apply to
VICTOR PERRILLAT, Agent,
No 177 Common street

JACOB OTT Carpenter.

Special attention given to REPAIRING of STORE and DWELLINGS.
Cisterns Made and Repaired.
☞ Orders left at 38 Tivoli Circle, or at L. DURAND corner Toulouse and Chartres streets, promptly attended to.

JACOB OTT Entrepreneur.

REPARE les MAGASINS et les MAISON de résidence.
Fait et répare les cuves.
Les ordres laissés au No 38, Cercle Tivoli, ou chez L. DURAND, coin Toulouse et Chartres, recevront une prompte attention.

TREATMENT

—OF—

SECRET AND CUTANEOUS DISEASES, SIPHILIS, GONORRHEA, ULCERATIONS, OBSTRUCTIONS, ERUPTIONS, ECZEMA, SCROFULA, SCURVY, &c.

E. GAUDOS,
Druggist, from the Paris University.
[illegible]

French Cooking—Private Boarding.

FURNISHED ROOMS well ventilated, opening on the street, and others in the yard, in a draught. Rooms, without the board, $12 to $15 a month, $3 to $7 a week, 50c. to $1 a day, for each occupant. Board $20 to $30 a month, $5 to $8 a week, 75c. to $1 25 a day. (Wine 25c. to 50c.) Board and lodging $25 to $40 a month. Washing $1 per dozen pieces. Dishes 15c. to 30c. each. Meals carried to all parts of the city.
Wanted, a Cook and a Washer.
MRS. J. S. LASSERRES,
Toulouse street, No. 35.

JUDICIAL SALES.

Bailly Blanchard, vs. John Cooney.
FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 19,980—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Fifth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, to Geo. W. Avery, late Sheriff, and by said late Sheriff to me transferred and by consent of parties therein interested, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets in the Second District of this city, on FRIDAY, the twenty-fourth day of July, 1868, at 12 o'clock, m., the following described property, viz:

A CERTAIN PORTION OF GROUND, situate lying and being on the batture in front of the suburb St. Mary, in the First District of this city, in the square bounded by South Market, Delord, New Levee and Tchoupitoulas streets, as per plan drawn by Chas. F. de Lisle, architect, dated N[illegible] 12th, 1866 and which will be exhibited at the time and place of sale. [illegible]

Seized in the above suit.

Terms—This being the second and last auction the said property will be definitely adjudicated to the highest and last bidder for what it will bring, at twelve months' credit, the purchaser to assume (to the extent of the amount of his bid) the payment of a promissory note secured by mortgage on said property for the sum of six hundred and fifty-eight dollars and twenty-five cents, ($658 25) dated on the 10th day of August, 1867, falling due on the 10th day of August next, (1868) and bearing interest at the rate of eight per cent per annum from date till paid. [illegible]

THOS. L. MAXWELL, Sheriff
of the Parish of Orleans.

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify, that on the 1st day of July, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit: —No. 22,012—Mrs. E. H. Sandford vs. D. W. C. Sandford—In this case, submitted to the Court for determination, the Court considering the admission of the defendant [illegible]

(Signed) G. DUPLANTIER, Judge.
[illegible]
(Signed) RANDOLPH SINGLETON & BROWNE,
For Plaintiff.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of said Court, at the city of New Orleans, on this 2d day of July, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the independence of the United States.
WM. WOELPER,
Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify, that on the 27th day of June, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to wit: No. 20,259—Caroline Seeleman vs. Lazarus Simon, her husband.—On motion of Cotton & Levy, attorneys for plaintiff [illegible]

Judgment signed July 2d, 1868
(Signed) CHS. LEAUMONT, Judge.
In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 13th day of July, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the 93d year of the independence of the United States.
F. A. WOOLFLEY,
Clerk.

STATE OF LOUISIANA—THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—In the matter of the Board of Commissioners of the Second Draining District, praying for homologation of assessment roll, etc.—No. 15,846—Upon hearing the assessment roll of the Second Draining District within the parish of Orleans, and on the petition of the Board of Commissioners of said Draining District, it is ordered, that all persons whom it may concern, do show cause, if any they have, within thirty days from the first publication of this order, why said assessment roll should not be approved and homologated, and it is further ordered, that said order be published in the English and French languages, in the New Orleans Bee newspaper, twice each week for thirty days.
New Orleans, June 10th, 1868.
CHAS. H. EMERSON, Judge.
A true copy.
J. O. CHALON,
Deputy Clerk.

Succession of Marcelin Elen.
SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 3[illegible]—Whereas, Casimir Lebert, has petitioned the Court for Letters of Curatorship on the vacant estate of the late Marcelin Elen deceased, intestate: Notice is hereby given to all whom it may concern, to show cause within ten days, why the prayer of the said petitioner should not be granted.
By order of the Court.
P. B. O'ROURKE, Clerk.

Succession of Henry Louis Sunier.
SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS. Whereas, François Lecroix has petitioned the Court for Letters of Administration on the estate of the late Henry Louis Sunier, deceased intestate. Notice is hereby given to all whom it may concern, to show cause within ten days, why the prayer of the petitioner should not be granted.
By order of the Court.
P. B. O'ROURKE, Clerk.

In the Matter of Ewell and Coppell, in Bankruptcy.
DISTRICT COURT OF THE UNITED STATES—For the District of Louisiana—In the matter of Ewell and Coppell in bankruptcy—No. 281—[illegible]
F. J. HERRON,
U. S. Marshal Dist. Louisiana

CITATION
To the Heirs of the late Alexandre Lesseps.
THE STATE OF LOUISIANA—PARISH OF PLAQUEMINES—SECOND JUDICIAL DISTRICT COURT—No. —The Police Jury of the Parish of Plaquemines vs. the heirs of the late Alexandre Lesseps. [illegible]
By order of the Court
Witness the Hon. Charles O. Dugué, Judge of said court.
Clerk's office, Parish of Plaquemines, April 4th, 1868.
ARMAND LARTIGUE,
Clerk.

CITATION.
To Mrs. Virginia Minor, (wife of H. H. Minor)
THE STATE OF LOUISIANA — PARISH OF PLAQUEMINES—SECOND JUDICIAL DISTRICT COURT—No. —The Police Jury of the Parish of Plaquemines vs. Virginia Minor and her Husband Henry H. Minor. [illegible]
Witness the Honorable Charles O. Dugué, Judge of said Court.
Clerk's office, parish of Plaquemines, March 16th 1868.
ARMAND LARTIGUE,
Clerk.

CONSTABLE'S SALES.
Johanna Markey vs Bernard Scanlon—No. 5191.
BY virtue of and in obedience to a writ of fieri facias directed to me [illegible] I will proceed to sell at public auction at the Merchants and Auctioneers' Exchange, on Royal street between Canal and Customhouse streets, at 12 o'clock m., on TUESDAY the eleventh August, 1868, the following described property, viz:
A CERTAIN LOT OF GROUND, situated in the First District of the city of New Orleans, in the square No. [illegible] bounded by Perdido, Bertrand and Prieur streets [illegible]
Terms—Cash in U. S. Treasury notes. U. S. Internal Revenue stamps at purchaser's expense.
J. A. MUGAISON, Constable

Dr. C. Blancke,

416 & 418 St. Charles St. 416 & 418

GREAT REVOLUTION IN DENTISTRY.

ALUMINIUM! ALUMINIUM

THE LATEST DISCOVERY OF THE AGE!

GREAT SUCCESS!

DR. C. BLANCKE begs leave to inform his friends and the public generally that he will furnish Artificial Teeth, set in this newly discovered metal, executed in the most skillful and elaborate manner. The Aluminium Sets are far superior to those of Gold or Silver for comfort and durability, being much lighter, cheaper, and not susceptible of being impaired by acids.

J. A. CASADAVANT, SURGEON DENTIST,

NO. 196 CANAL STREET, BETWEEN BURGUNDY AND RAMPART STS.

HE continues to perform all operations in Dental Surgery in the most scientific manner. Consultations in French, Spanish and English.

THE NEW ORLEANS DAILY BEE

DUFOUR & LIMET, Publishers.

Office, No. 73 Chartres Street.

RATES OF ADVERTISING

[illegible]

THE SEMI-WEEKLY BEE

Is published every Tuesday and Saturday morning. Subscription, $5 per annum, in advance. Single copies ten cents.

RATES OF ADVERTISING.

[illegible]

PLATFORM OF THE Democracy of the United States,

ADOPTED BY

A Unanimous Vote of Delegates in National Convention Assembled.

The Democratic party, in National Convention assembled, reposing its trust in the intelligence, patriotism and discriminating justice of the people, standing upon the Constitution as the foundation and limitation of the powers of the Government, and the guarantee of the liberties of the citizen, and recognizing the questions of slavery and secession as having been settled for all time to come by the war or the voluntary action of the Southern States in Constitutional Conventions assembled, and never to be renewed or reagitated, do, with the return of peace,

DEMAND,

FIRST—Immediate restoration of all the States to their rights in the Union under the Constitution and of civil government to the American people.

SECOND—Amnesty for all past political offenses, and the regulation of the elective franchise in the States by their citizens.

THIRD—Payment of the public debt of the United States as rapidly as practicable—all money drawn from the people by taxation, except so much as is requisite for the necessities of the Government economically administered, being honestly applied to such payment, and where the obligations of the Government do not expressly state upon their face, or the law under which they were issued does not provide, that they shall be paid in coin, they ought, in right and in justice to be paid in the lawful money of the United States. [Thunders of applause.]

FOURTH—Equal taxation of every species of property according to its real value, including Government bonds and other public securities. [Renewed cheering, and cries of read it again.]

FIFTH—One currency for the Government and the people, the laborer and the office holder, the pensioner and the soldier, the producer and the bondholder. [Great cheering, and cries of "Read it again."]

The fifth resolution was again read and again cheered.

SIXTH—Economy in the administration of the Government; the reduction of the standing army and navy, the abolition of the Freedmen's Bureau, [great cheers] and all political instrumentalities designed to secure negro supremacy; simplification of the system and discontinuance of inquisitorial modes of assessing and collecting internal revenue, so that the burden of taxation may be equalized and lessened, the credit of the Government and the currency made good, the repeal of all enactments for enrolling the State militia into National forces in time of peace, and a tariff for revenue upon foreign imports, and such equal taxation under the Internal Revenue laws as will afford incidental protection to domestic manufactures, and as will, without impairing the revenue, impose the least burden upon and best promote and encourage the great industrial interests of the country.

SEVENTH—Reform of abuses in the administration, the expulsion of corrupt men from office, the abrogation of useless offices, the restoration of rightful authority to and the independence of the Executive and Judicial Departments of the Government. The subordination of the military to the civil power, to the end that the usurpations of Congress and the despotism of the sword may cease.

EIGHTH—Equal rights and protection for naturalized and native born citizens at home and abroad, the assertion of American nationality, which shall command the respect of foreign powers and furnish an example and encouragement to people struggling for national integrity, constitutional liberty and individual rights, and the maintenance of the rights of naturalized citizens against the absolute doctrine of immutable allegiance and the claims of foreign powers to punish them for alleged crime committed beyond their jurisdiction.—[Applause.]

The Bill of Indictment Against the Radical Party.

In demanding these measures and reforms we arraign the Radical party for its disregard of right and the unparalleled oppression and tyranny which have marked its career.

After the most solemn and unanimous pledge of both Houses of Congress to prosecute the war exclusively for the maintenance of the Government and the preservation of the Union under the Constitution it has repeatedly violated that most sacred pledge, under which was rallied that noble volunteer army which carried our flag to victory. Instead of restoring the Union, it has, so far as in its power, dissolved it, and subjected ten States, in time of profound peace, to military despotism and negro supremacy.

It has nullified there the right of trial by jury.

It has abolished the writ of habeas corpus, that most sacred writ of liberty.

It has overthrown the freedom of speech and the press.

It has substituted arbitrary seizures and arrests, and military trials, and secret star chamber inquisitions for the Constitutional tribunals.

It has disregarded in time of peace the right of the people to be free from searches and seizures.

It has entered the post and telegraph offices, and even the private rooms of individuals, and seized their private papers and letters without any specific charge or notice of affidavit, as required by the organic law.

It has converted the American Capitol into a Bastile.

It has established a system of spies and official espionage to which no constitutional monarchy of Europe would now dare to resort.

It has abolished the right of appeal, on important Constitutional questions, to the supreme judicial tribunals and threatens to curtail or destroy its original jurisdiction, which is irrevocably vested by the Constitution, while the learned Chief Justice has been subjected to great and atrocious calumnies merely because he would not prostitute his high office to the support of the false and partisan charges preferred against the President.

Its corruption and extravagance have exceeded any thing known in history, and by its frauds and monopolies it has nearly doubled the burden of the debt created during the war.

It has stripped the President of his constitutional power of appointment, even of his own Cabinet.

Under its repeated assaults the pillars of the Government are rocking on their base, and should it succeed in November next, and inaugurate its President, we will meet, as a subjected and conquered people, amid the ruins of liberty, and the scattered fragments of the Constitution.

Further Declarations.

AND WE DO DECLARE AND RESOLVE, that ever since the people of the United States threw off all subjection to the British Crown, the privilege and trust of suffrage have belonged to the several States, and have been granted, regulated and controlled exclusively by the political power of each State, respectively, and any attempt by Congress, on any pretext whatever, to deprive any State of this right, or interfere with this exercise, is a flagrant usurpation of power, which can find no warrant in the Constitution, and if sanctioned by the people will subvert our form of Government, and can only end in a single, central and consolidated Government, in which the separate existence of the States will be entirely absorbed and an unqualified despotism be established in place of a federal Union of co-equal States.

That we regard the reconstruction acts (so-called) of Congress, as usurpations, unconstitutional, revolutionary and void.

That our soldiers and sailors who carried the flag of our country to victory against a most gallant and determined foe, must ever be gratefully remembered, and all the guarantees given in their favor must be faithfully carried into execution.

That the public lands should be distributed as widely as possible among the people, and should be disposed of either under the pre-emption of homestead lands, or sold in reasonable quantities, and to none but actual occupants, at the minimum price, established by the Government, and that, when grants of the public lands may be allowed, necessary for the encouragement of important public improvements, the proceeds of the sale of such lands, and not the lands themselves, should be so applied.

That the President of the United States Andrew Johnson, in exercising the power of his high office in resisting the aggressions of Congress on the constitutional rights of the States and the people, is entitled to the gratitude of the whole American people, and on behalf of the Democratic party we tender him our thanks for his patriotic efforts in that regard. [Great applause.]

The Appeal to the People.

Upon this platform the Democratic party appeal to every patriot, including all the conservative element, and all who desire to support the Constitution and restore the Union, forgetting all past differences of opinion, to unite with us in the present great struggle for the liberties of the people; and that to all such, to whatever party they may have heretofore belonged, we extend the right hand of fellowship, and hail all such co-operating with us as friends and brethren.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

Office, No. 76 Camp street, Corner of Natchez street.

SIXTEENTH YEAR.

Premiums received during the year ending December 31, 1867... $641,000 75
Losses, taxes, expenses, re-insurance, etc., paid during same period... 317,740 00
Assets on the 31st December, 1867... 575,734 00

This Company continues to insure against the perils of the Seas, Rivers, and loss or damage by Fire, at the current rates of premiums.

ALFRED MOULTON, President,
WM. M. PERKINS, Vice President
A. W. HESTER, Secretary.

TRUSTEES.
J. M. Allen, J. H. Ledwidge, B. K. Converse, A. Moulton, Wm. Chambers, A. H. May, B. F. Ethell, John T. Moore, Robert Hare, Wm. M. Perkins, J. H. Isenhood, John C. Rogers.

DR. V. FORTINEAU

HAS returned to Louisiana and resumed the practice of his Profession.
OFFICE, corner Bourbon, and Residence at No. [illegible]

Choice Lumber for Counters, &c.

10,000 FEET of choice black Walnut LUMBER, suitable for counters, for sale, on reasonable terms, to close a consignment. Also a lot of YELLOW PINE LUMBER, and Tongued and Grooved FLOORING and CEILING.
Apply to
ABEL McCORMELLA,
206 Gravier street.